

UNIVERSITÉS LA SÉLECTION FAUTE DE MOYENS ?

les jeunes méritent mieux !

**un nouveau dispositif d'inscription dans l'enseignement supérieur
se met en place, Parcours sup**

**le Parlement n'a pas encore adopté la loi sur « l'orientation et la réussite
des étudiants » que le gouvernement entend l'appliquer !**

**on plutôt l'imposer aux universités, aux enseignants-chercheurs
aux étudiants et aux lycéens**

Or, il y a bien urgence à s'occuper de l'enseignement supérieur : sa situation est catastrophique. En témoigne le « tirage au sort » des bacheliers pour s'inscrire dans les filières de leur choix, qui a légitimement suscité l'indignation cet été. Sélection sociale effrénée, échecs importants en licence, formations tronquées faute de moyens, budgets notoirement insuffisants, concurrence stérile entre filières et établissements, restructurations incessantes renforçant les pouvoirs centraux, démocratie universitaire vidée de son sens...

À cette situation, il faut une réponse de progrès social, scientifique, pédagogique.

Il faut une ambition : que chacun puisse développer au maximum ses capacités, que les connaissances soient largement diffusées et appropriées dans la société, que le pays se dote des plus hautes qualifications pour ses travailleurs.

Ce n'est pas celle du président des riches et de son gouvernement. En permettant à toutes les filières de trier les bacheliers, en permettant d'ouvrir la possibilité de parcours personnalisés mais sans moyens nouveaux pour

les universités, en prévoyant d'imposer une orientation non choisie aux étudiants recalés sur leurs vœux, le projet de loi va entériner les inégalités dans le supérieur. Il n'organiserait dans les faits qu'un immense désordre et instaurerait des obstacles institutionnels nouveaux à l'accès à l'enseignement supérieur dont le baccalauréat doit rester le premier grade et la seule condition d'accès.

Cette loi accélérerait la mise en place du système « à plusieurs vitesses » qui est le projet de la droite et du MEDEF depuis longtemps. Avec ce projet, quelques universités mieux loties attireraient les « meilleurs » éléments, tandis que les autres seraient condamnées à accompagner les plus défavorisés... à moyens constants voire en baisse alors que le nombre d'étudiants ne cesse de grandir. Avec comme conséquences inévitables, la dégradation du service public national d'enseignement supérieur et de recherche.

Cette politique remet profondément en cause le mouvement initié dans la deuxième moitié du XX^e siècle de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur. Les gouverne-

ments et les instances européennes ont prétendu bâtir une société de la connaissance, en fait leurs choix réels restreignent sa diffusion, frappant particulièrement les enfants des milieux populaires, déjà largement sous-représentés dans le système scolaire et le supérieur. La loi sur la sélection à l'université participe de la même logique que celle de la réforme du baccalauréat, individualisant les parcours et triant les jeunes dès leur plus jeune âge. Elle s'insère dans le pro-

jet global que même Macron d'adaptation aux besoins du capital financier.

Construire une alternative à cette politique est à l'ordre du jour pour tous les progressistes

Garantir le libre accès à l'université à tous les bacheliers, promouvoir et développer les capacités humaines sans limites a priori, assurer les moyens financiers et humains nécessaires à cette ambition... c'est nécessaire et possible!

se rassembler pour une autre politique

Notre ambition progressiste vise à élever le niveau de formation et de qualification dans toute la société, en partageant les savoirs dans l'enseignement supérieur, et en libérant la recherche des logiques de rentabilité à court terme. Elle viserait à former de façon exigeante des jeunes qualifiés, des citoyens éclairés et des individus émancipés. Cette politique doit se baser sur un service public national, seul à même de promouvoir une ambition commune sur le long terme.

Les communistes mettent à la disposition de toutes les forces, de toutes les personnes engagées dans la lutte contre ce projet de loi et pour la transformation de l'enseignement supérieur leurs réflexions, leurs questionnements et les propositions construites au fil des luttes et par les parlementaires communistes. Ils vous proposent que nous rencontrions et tracions ensemble les voies de l'alternative, pour substituer aux logiques libérales celle de la défense et du développement des biens communs.

C'est tous ensemble que nous pourrons construire un nouvel avenir d'émancipation humaine.

À l'Assemblée nationale, avec les députés communistes

Marie-George Buffet :

« je voterai résolument contre ce texte qui, loin d'apporter des solutions pragmatiques aux difficultés de l'université, impose une vision régressive de l'enseignement supérieur sans s'attaquer aux véritables problèmes ».



L'argent existe et les moyens pour une telle politique existent et doivent être mobilisés.

- **110 000 étudiants nouveaux** dans les 5 dernières années et le budget par étudiant a baissé de 10%.
- Il faudrait au minimum **un milliard d'euros** pour l'augmentation du nombre d'étudiants chaque année.
- Cadeaux faits aux ultra-riches : **3 milliards € de baisse** de leur Impôt sur la fortune.
- Crédit Impôt Recherche : **5 milliards €**.
- CICE, impôt sur les sociétés... des cadeaux aux entreprises par milliards sans effet sur l'emploi et l'économie
- Évasion fiscale : **80 milliards €..**

CONTACT

Je souhaite rencontrer les communistes

Nom, prénom :

Tél :

Mail :

remplir et renvoyer à : PCF 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris/commission-esr@listes.pcf.fr